

## Lesbiennes, matérialistes et radicales, elles ont révolutionné la société. Une histoire urgente à conserver et à visibiliser.

Il y a un an, en octobre 2023, paraissait le manifeste lesbien du groupe « Lesbiches », « projet de visibilité des droits des lesbiennes\* porté par le CVFE et le centre de Planning familial de Herstal »<sup>1</sup>. Dans la foulée, « Mémoires vivantes », une exposition portant sur l'importance des archives et de la mémoire lesbienne au départ des archives des membres du groupe, s'est ouverte en janvier 2024 dans les locaux du Collectif et a continué sa route en passant par Bruxelles. Une nouvelle exposition suivra prochainement, en décembre 2024, faisant écho aux approfondissements et recherches actuels du groupe « Lesbiches » sur la question de la transmission. Dans leurs revendications, on peut trouver une page entière consacrée aux projets de préservation, tri, numérisation et visibilisation des archives et de l'histoire lesbiennes. En parallèle, le 15 février 2024 l'Université Libre de Bruxelles (ULB) organisait un colloque nommé « ArchiLesbiennes\* », présenté comme « une histoire des luttes et des désirs (Belgique et ailleurs, XX et XXIème siècle) », où il était question d'archives. Pourquoi accorder une telle importance aux archives lesbiennes ? Parce que, « traditionnellement, la lesbophobie s'est incarnée dans l'invisibilisation des lesbiennes, leur effacement de l'histoire et la présomption d'hétérosexualité pour toutes les femmes »<sup>2</sup>. Et sans archives, pas d'histoire.

On pourrait se dire que tout cela ne concerne, finalement, que les lesbiennes. C'est leur histoire, l'intérêt pour elles de se l'(a) (ré)approprier n'est pas bien compliqué à comprendre. On se construit à partir de ce qui a existé et de ce qui existe, le passé aide à s'identifier. Mais si on y réfléchit un peu, en réalité, cette histoire concerne tout le monde : la culture et les idées portées par les lesbiennes ont changé notre rapport à l'hétérosexualité de manière globale, qui de « naturelle » et évidente, a enfin pu être questionnée. « A bien des égards, elles ont été d'avant-garde en abordant des thèmes qui sont aujourd'hui repris par la société : le viol domestique, les violences familiales, etc. »<sup>3</sup>. Elles ont initié des approches novatrices, et nous mettent face au réel défi de ne pas reproduire les schémas hétéronormatifs et patriarcaux. Leur histoire est celle de femmes invisibilisées parmi les femmes, face à une double discrimination, voire davantage, pour peu que différentes oppressions s'imbriquent à leurs origines, contextes et/ou parcours de vie.

Outre l'invisibilisation par l'ensemble de la société, profondément hétéronormée et peu encline à remettre en cause cet état de fait, l'histoire des lesbianismes est aussi longtemps restée cloîtrée dans des tiroirs fermés à double tour : un tour pour les féministes hétérosexuelles, un autre pour les mouvements homosexuels<sup>4</sup>. Si la culture lesbienne contemporaine se fait une place publique dès les années 20, elle restera dépendante des mouvements féministes et homosexuels jusque dans les années 70, moment de son indépendance<sup>5</sup>. En 1973, la nord-américaine blanche Jill Johnston se fait l'écho des critiques, de plus en plus nombreuses, envers le mouvement gay dominé par des hommes

---

<sup>1</sup> *Visibles ! Un manifeste lesbien*, par Lesbiches, CVFE, Liège, octobre 2023

<sup>2</sup> *Id.*, p. 23

<sup>3</sup> Dani Frank, *Petit focus historique sur les lesbiennes radicales à Bruxelles dans les années 70-80*, dans *Chronique Féministe*, n°103-104, juillet/décembre 2009, p.12-15

<sup>4</sup> Florence Tamagne, *L'identité lesbienne : une construction différée et différenciée ? Quelques pistes de recherche à partir des exemples français, allemands et britanniques dans l'entre-deux-guerres*, dans *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 84/2001, p. 45-57 <http://journals.openedition.org/chrhc/1871>

<sup>5</sup> « À côté de ces stratégies de contournement, qui participaient d'une entreprise de subversion de l'intérieur de la sphère familiale, emblématique de la morale bourgeoise, se développa, à partir des années vingt, une culture lesbienne, pensée comme différente et distincte » *Id.*

non exempts de machisme et envers le mouvement féministe dominé par des femmes hétérosexistes et souvent hétérosexuelles<sup>6</sup>. Chez nous, en mai 79, les lesbiennes radicales prennent un tournant décisif et « rompent avec le féminisme et le gayisme. Elles créent un espace lesbo-féministe : ce sera le Féminaire en référence au livre de Monique Wittig<sup>7</sup> et à son œuvre phare. Son objectif est de proposer un réseau alternatif de recherche, de documentation, de réflexion et de mémoire concernant le féminisme et le lesbianisme radical, un lieu de lecture, une revue de presse, un lieu de résistance avec accueil non-mixte »<sup>8</sup>. Les archives sont d'ores et déjà au centre de l'attention des lesbiennes, conscientes de l'importance qu'elles revêtent pour lutter contre l'invisibilisation qui leur est réservée dans la société mais aussi dans les mouvements féministes et homosexuels.

## La difficulté d'une histoire lesbienne avant les années 70

Parler de l'histoire des lesbiennes, c'est parler de l'histoire de femmes minorisées et marginalisées, de celles qui dérangent « l'ordre naturel des choses », de celles qu'on ne tolère que tant qu'elles restent enfermées dans un phantasme masculin. Autant dire de femmes qui n'existent pas officiellement, effacées de l'histoire à grands coups de négligences et de dénis. Pour y parvenir, il s'agit donc d'écouter les silences de l'Histoire, de rassembler les murmures littéraires, les archives de police, les journaux privés, les sous-entendus journalistiques et les bruits de salon. Or, les archives privées restent lacunaires et implicites, les familles, les amis (éventuellement les biographes, si elles étaient célèbres) des lesbiennes préférant souvent éliminer les preuves d'une quelconque homosexualité, quand ce ne sont pas les concernées elles-mêmes qui, pour se protéger de la lesbophobie et de l'exclusion sociale, ont caché volontairement les traces les plus explicites de leurs désirs et idées<sup>9</sup>. Quant aux sources judiciaires et policières, elles sont rares et peu détaillées, les lesbiennes ayant peu fait l'objet de répression légale en Europe<sup>10</sup>. Aussi, « quand une lesbienne disparaît, c'est tout un univers qui disparaît »<sup>11</sup>.

C'est donc au travers de sources éparses, parcellaires, parfois tronquées ou falsifiées, dissimulées au milieu d'autres histoires, qu'il faut traquer les pistes, rassembler les preuves d'existence et de pensées, les éclats de vies hors des chemins classiques. Les silences de l'Histoire sont à décoder, à décrypter en

---

<sup>6</sup> Jules Falquet, *Rompre le tabou de l'hétérosexualité, en finir avec la différence des sexes : les apports du lesbianisme comme mouvement social et théorie politique*, Dans *Genre, sexualité & société*, 1 | Printemps 2009. <http://journals.openedition.org/gss/705>

<sup>7</sup> Monique Wittig (1935, France - 2003, États-Unis), romancière et philosophe, est une théoricienne et militante féministe matérialiste radicale lesbienne. Elle a considérablement marqué la théorie féministe, notamment grâce au concept de la pensée « Straight », expression qui désigne la pensée hétérosexuelle en tant que régime politique et non comme une simple orientation sexuelle. On parle alors d'hétérosexisme. Son premier roman, *L'Opoponax*, publié en 1964, porte sur l'enfance et se distingue par l'omniprésence du pronom « on » qui, à la différence du « il » ou du « elle », échappe à ce qu'elle nomme « la marque du genre ».

<sup>8</sup> Dani Frank, *Petit focus historique (...) Op. Cit.*

<sup>9</sup> Florence Tamagne, *L'identité lesbienne (...) Op. Cit.*

<sup>10</sup> « Il convient de relever le rôle paradoxal qu'a pu jouer l'absence de répression légale. Refus de considérer l'existence même des lesbiennes, puisque la sexualité féminine est pensée comme passive et déterminée par le seul désir masculin, conviction que la pression sociale est suffisante pour maintenir le contrôle sur les velléités d'indépendance féminine, crainte, en légiférant, de révéler aux femmes ignorantes l'existence d'un tel « vice ». En refusant d'envisager l'hypothèse d'une sexualité féminine autonome, le législateur offrait aux femmes la possibilité de vivre librement leur amour : l'engagement militant ne semblait donc pas une nécessité. Il les enfermait en même temps dans une culture du secret, car l'absence de répression ne signifiait pas reconnaissance et acceptation du désir homosexuel ». Florence Tamagne, *L'identité lesbienne (...) Op. Cit.*

<sup>11</sup> Radio Panik, épisode *Marian Lens – Médor n°26*, dans *Les promesses de l'aube*, 12 avril 2022, 58' à 110' <https://www.radiopanik.org/emissions/les-promesses-de-l-aube/marian-lens/>

connaissance de cause. C'est un travail colossal, qui ne peut être réalisé que par des collectivités : « Un inventaire des allusions à l'homosexualité dans divers fonds serait intéressant, mais il ne s'agit pas là d'une tâche individuelle, mais bien d'une contribution collective de la part de chercheurs travaillant sur la sexualité en général, et qui n'utilisent peut-être pas ces sources pour parler d'homosexualité, parce que d'un dossier, il n'y a pas grand-chose à tirer. La collecte des sources orales est également un projet à mener de manière urgente puisque, avec le temps, les témoins des périodes plus anciennes disparaissent. En tous cas, les pistes de recherche sont innombrables : quasi tout reste à faire »<sup>12</sup>.

Et puis il y a l'histoire des militances, ou des résistances. Avant la fin des années 70 et la naissance d'un mouvement lesbien radical autonome, les Mémoires de ce qui a animé les militantes lesbiennes est soit dissout dans les archives et l'histoire féministes, soit écrasé sous le poids des archives et de l'histoire homosexuelle masculine. C'est seulement à partir de la fin des années 70 – début des années 80 que le mouvement lesbien radical prendra son indépendance, et que se situe la première ouverture historique à la conservation d'archives spécifiquement dédiées aux lesbiennes et à leurs militances. Or, ces archives sont les traces d'une véritable révolution. Garder les preuves des enjeux qui étaient alors en question, des débats, des luttes, des femmes qui ont participé à ces événements est essentiel.

### L'hétérosexualité comme norme du patriarcat, une révolution pensée et portée par les lesbiennes depuis les années 70-80

Les enjeux de la rupture entre les féministes et les lesbiennes radicales, et de la conservation des archives de cette époque, sont de taille et concernent l'ensemble de la société : il s'agit de la première remise en question de l'hétérosexualité en tant que norme du patriarcat. Le mouvement lesbien radical va redéfinir le lesbianisme et le concevoir comme outil politique pour sortir de l'oppression hétéropatriarcale, plutôt que comme une orientation sexuelle<sup>13</sup>. En définissant l'hétérosexualité comme obligatoire et centrale dans le processus de domination des hommes sur les femmes, le lesbianisme radical sortira l'homosexualité du privé pour le faire entrer sur la scène du politique et participera activement à mettre en lumière les enjeux du couple hétérosexuel où s'impose le patriarcat au cœur de l'intime. Il contribuera ainsi à développer de nombreux thèmes qui deviendront sociétaux, comme par exemple la pensée féministe matérialiste sur le travail domestique<sup>14</sup>, ou encore le viol entre partenaires intimes.

Le contexte des années 70 se prête particulièrement à cette réelle révolution pensée et portée par les lesbiennes. Comme le souligne Michel Foucault, depuis le 19<sup>ème</sup> siècle et jusqu'à la fin des années 1960, l'ordre social victorien (1837-1901) se caractérise, entre autres, par une « hystérisation du corps de la femme <sup>15</sup>», ce qui entraîne une assimilation totale entre « femme » et « mère » et rend impensable une sexualité féminine qui n'aurait pas pour objet la procréation. Ainsi, ordre familial et ordre social se trouvent préservés, dans une logique qui subordonne les femmes et les assigne en priorité — sinon en exclusivité — à la sphère privée de l'existence sociale<sup>16</sup>. Les féministes de la seconde vague vont

---

<sup>12</sup> Charline Herbin, « Ça existe ! » *Se découvrir lesbienne dans la Belgique des années 50*, dans *Chronique Féministe*, n°103-104, juillet/décembre 2009, p 7-11

<sup>13</sup> *Le(s) féminisme(s) lesbien(s) et la deuxième vague*, dans *Causons féminisme*, Les études féministes vulgarisées, 12 juin 2020 <https://causonsfeminisme.com/2020/06/12/les-feminismes-lesbiens-et-la-deuxieme-vague/>

<sup>14</sup> Pour en savoir plus sur la pensée matérialiste et le travail domestique, voir Christine Delphy, *Pour une théorie générale de l'exploitation : des différentes formes d'extorsion de travail aujourd'hui*, éd. Syllepse, Paris, 2015

<sup>15</sup> Michel Foucault, *La Volonté de savoir*, Gallimard, 1976, p. 137

<sup>16</sup> Diane Lamoureux, *De la tragédie à la rébellion : le lesbianisme à travers l'expérience du féminisme radical*, dans *Tumultes*, n° 21-22, 2003, p. 251-263 DOI : [10.4000/gss.635](https://doi.org/10.4000/gss.635)

permettre de remettre cet ordre sacralisé en cause. En se centrant sur l'autonomie des femmes et sur l'avortement, elles vont amener la possibilité de dissocier « mère » et « femme », de revendiquer une sexualité indépendante de la procréation et elles vont mettre le corps au centre des revendications<sup>17</sup>. La révolution sexuelle de la fin des années 60 s'oppose à la morale et critique la fidélité et le mariage bourgeois, ce qui favorisera la remise en question des modèles hétéronormatifs<sup>18</sup>. Dans les années 70, une partie des féministes radicales, sous l'impulsion de leur frange lesbienne, penseront l'hétérosexualité comme une « institution politique du patriarcat qui contraint toutes les femmes au mariage, exploite leur travail, impose une sexualité et invisibilise l'existence lesbienne »<sup>19</sup>.

Si l'hétérosexualité est un système politique contre lequel le féminisme doit lutter, « sortir de l'hétérosexualité devient la seule pratique féministe de résistance envisageable »<sup>20</sup>. Ce raisonnement est à l'origine de l'émergence du lesbianisme radical (appelé aussi lesbianisme politique) en 1980, qui refuse de participer au « régime hétérosexuel »<sup>21</sup>. Cette année-là, les publications des articles « La pensée straight »<sup>22</sup> et « On ne naît pas femme »<sup>23</sup> de Monique Wittig font éclater la rupture entre féministes et permettent les premiers regroupements de lesbianisme politique. Pour Wittig, ce que la société patriarcale entend par « femmes » est d'office catégorisé comme hétérosexuel, et le lesbianisme, en conséquence, est en lui-même une politique de résistance à cette norme imposée<sup>24</sup>. Durant les années 80 et 90, les lesbiennes radicales prolongent la critique et déplacent les luttes contre les formes patriarcales de l'hétérosexualité vers l'abolition de l'hétérosexualité et des catégories femmes-hommes. « La pensée lesbienne radicale s'accompagne d'une injonction à quitter l'hétérosexualité, autrement dit la société « straight » comme la qualifie Wittig (2007), pour devenir lesbienne (une non-femme). Selon certaines, le maintien d'une relation hétérosexuelle est le signe d'une « conscience féministe dominée » faisant obstacle aux luttes de libération. C'est d'ailleurs l'incompatibilité entre les visées qui pousse les lesbiennes radicales à s'autonomiser du féminisme »<sup>25</sup>. La remise en cause de l'hétérosexualité présentée comme inconciliable avec le féminisme sera certes un point de rupture entre féministes et lesbiennes radicales, mais ce ne sera pas l'unique motif de désaccord entre les deux factions. Une autre raison est au centre du conflit : la sororité conçue dans sa version universaliste.

---

<sup>17</sup> Id

<sup>18</sup> Lucie Nayak, *Giami Alain et Hekma Gert (dir.), Révolutions sexuelles*, dans *Genre, sexualité & société*, Analyses et comptes-rendus, mis en ligne le 17 janvier 2016 <http://journals.openedition.org/qss/3599>

<sup>19</sup> Stéphanie Mayer, *Des critiques féministes de l'hétérosexualité : contribution et limites des théorisations lesbiennes et queers*, dans *Recherches féministes*, 33(2), 2020, p.28. <https://www.erudit.org/fr/revues/rf/2020-v33-n2-rf05978/1076613ar/>

<sup>20</sup> Id.

<sup>21</sup> Iana Eloit, *Trouble dans le féminisme. Du « Nous, les femmes » au « Nous, les lesbiennes » : genèse du sujet politique lesbien en France (1970-1980)*, dans 20 & 21. *Revue d'histoire* n°148 2020/4, p. 129-145 Mis en ligne sur Cairn.info le 05/03/2021 <https://doi.org/10.3917/vin.148.0129>

<sup>22</sup> Monique Wittig, *La pensée straight*, dans *Questions féministes*, n°7, février 1980, p.45-53

<sup>23</sup> Monique Wittig, *On ne naît pas femme*, dans *Questions féministes*, n°8, mai 1980, p.75-84

<sup>24</sup> « Wittig problématise la catégorie « femmes » comme une catégorie hétéronormative et politise le lesbianisme (après dix années d'invisibilisation dans le féminisme) comme une identité politique de résistance » dans Iana Eloit, *trouble*, op.cit.

<sup>25</sup> Stéphanie Mayer, *Des critiques féministes de l'hétérosexualité*, op.cit.

## Critique d'une sororité qui nie les différences : un premier pas vers la reconnaissance des diversités d'oppressions et de leurs imbrications

Le 14 mars 1981 à Bruxelles, les lesbiennes radicales du Féminaire lisent leur manifeste à la radio féministe Klet'Mariette : « Si nous partons d'une classe de femmes et d'une lutte pour sa libération, nous, lesbiennes radicales, identifions la classe des hommes comme notre ennemi principal et l'hétérosocialité comme la stratégie la plus efficace trouvée par cette classe des hommes pour acculer les femmes à la soumission, à la dépendance. Ainsi, pour nous le lesbianisme (...) est bien une pratique de vie, un choix politique, une forme de résistance à un rapport de pouvoir et d'appropriation aussi bien du domaine « privé » que du « collectif » (...) nous sommes obligées de remettre en question radicalement les stratégies de l'hétérofémisme (...). La fameuse mixité, neutralisation de nos subversions (...). Cela au nom d'une solidarité qui n'a jamais existé sauf à sens unique... »<sup>26</sup>. Le conflit entre lesbiennes radicales et féministes prend forme dans le rejet des « stratégies hétérofémistes », lesquelles invisibilisent les lesbiennes au nom d'une solidarité entre toutes les femmes. C'est le fameux « Nous, les femmes » du Mouvement de Libération des Femmes (MLF) qui, au nom de la sororité, impose aux lesbiennes l'effacement de leurs revendications et particularités propres pour se fondre dans l'universel féminin. La non-mixité revendiquée ici ne concerne pas uniquement le refus de relationner avec les hommes, mais aussi la non-mixité entre lesbiennes au sein des féminismes, seule possibilité de faire entendre le point de vue particulier des lesbiennes et les spécificités de ses oppressions. Mais certaines féministes ne le comprennent pas ainsi, et refusent catégoriquement cette non-mixité.

La résistance des féministes des années 70 à laisser des groupes de lesbiennes se réunir uniquement entre elles est en effet à replacer dans le contexte plus large de l'universalisme du Mouvement de Libération des Femmes (MLF) en France, qui a eu une influence considérable en Belgique francophone. Les réactions au sein du MLF se font virulentes lorsque des lesbiennes tentent de créer des groupes non mixtes afin de politiser leur oppression spécifique<sup>27</sup>. Simone de Beauvoir ne mâchera pas ses mots, interprétant comme beaucoup d'autres cette non-mixité comme une forme de sectarisme identitaire ou de séparatisme, selon la pensée universaliste du sujet « femme » typique du MLF : « J'ai trouvé, et je trouve toujours scandaleux, ajoute-t-elle, que ces personnes aient fait passer leurs intérêts sectaires avant l'intérêt féministe général »<sup>28</sup>. Ainsi, quand les nombreuses lesbiennes présentes dans les mouvements féministes soutiennent les droits des femmes hétérosexuelles, comme le droit à l'IVG, il s'agit de solidarité. Par contre, les revendications spécifiques de ces mêmes lesbiennes sont identifiées par les féministes hétérosexuelles comme des « intérêts sectaires », et aucun soutien ne leur sera apporté en retour. Au contraire, elles seront perçues comme des traîtresses à la cause féministe. On comprend dès lors l'assertion « Cela au nom d'une solidarité qui n'a jamais existé sauf à sens unique » des lesbiennes radicales du Féminaire. Au nom du « Nous, les femmes » scandé par les féministes du MLF, toute dissemblance entre les vécus des femmes sera invisibilisée, afin d'assurer une homogénéité considérée comme le ciment nécessaire entre les femmes pour assoir les revendications féministes

---

<sup>26</sup> Dani Frank, *Petit focus historique sur les lesbiennes radicales à Bruxelles dans les années 70-80*, dans *Chronique Féministe*, n°103-104, juillet/décembre 2009, p.12-15

<sup>27</sup> Ilana Eloït, *Quand les lesbiennes étaient « séparatistes ». Non-mixité lesbienne et résistances féministes (1970-1980)*, dans *Métropolitiques*, 17 mars 2022, p.1. <https://metropolitiques.eu/Quand-les-lesbiennes-etaient-separatistes.html>

<sup>28</sup> Ilana Eloït, *Trouble dans le féminisme. Du « Nous, les femmes » au « Nous, les lesbiennes » : genèse du sujet politique lesbien en France (1970-1980)*, dans *20 & 21. Revue d'histoire* n°148 2020/4, p. 129-145 Mis en ligne sur Cairn.info le 05/03/2021 <https://doi.org/10.3917/vin.148.0129>

dans la société. Et c'est justement cette invisibilisation des spécificités de la pensée et du vécu des lesbiennes qui sera au cœur de la scission de la fin des années 70.

Au début des années 80, en Belgique, la séparation entre féministes et lesbiennes radicales s'opère dans le contexte de la parution des textes de Wittig, comme en France. D'un côté, les « féministes radicales » considèrent les lesbiennes radicales comme des traîtresses à la solidarité entre toutes les femmes, par une pensée « terroriste et totalitaire ». De l'autre, les lesbiennes féministes radicales considèrent que les attaques des premières contre le lesbianisme politique sont une « stratégie » de « légitimation de la norme hétérosexuelle »<sup>29</sup>. Certaines féministes radicales choisissent le lesbianisme politique et déclarent renoncer volontairement à tout rapport avec les hommes. D'autres par contre se défendent de tout rapport avec les lesbiennes, par peur d'être assimilées à ces femmes qui ne voulaient plus des hommes et qui divisaient le mouvement des femmes. Dans le manifeste des lesbiennes politiques de Bruxelles, la revendication se trouve résumée dans le « Nous, lesbiennes radicales », qui prend la place du « Nous, les femmes ». Pour les lesbiennes radicales, il s'agit d'une volonté de reconnaître et politiser les différences entre les femmes, afin de les représenter toutes dans leurs spécificités. Ce qui sera perçu par une majorité de féministes comme un coup à l'unité des femmes. Les militantes lesbiennes radicales vont alors qualifier le mouvement des femmes d'hétéro-féministe et reprocher de pousser « au silence historique » les lesbiennes trop affirmées<sup>30</sup>. La rupture entre féministes et lesbiennes radicales est actée.

Plus globalement, la critique de l'universalisme de « la » femme peut être perçue comme un premier pas vers la théorie intersectionnelle, qui met en avant l'existence de différents types d'oppressions et la nécessité de penser leur imbrication dans le vécu des femmes. A la fin des années 70, aux USA, le féminisme blanc est critiqué pour ne pas prendre en compte « les connaissances, le vécu et les besoins des femmes qui se retrouvaient aux marges de la société »<sup>31</sup>. Il n'est pas étonnant que le concept d'imbrication de quatre rapports d'oppression soit formulé pour la première fois par le *Combahee River Collective*, un collectif de femmes, Noires, lesbiennes et prolétaires de Boston. Leur point de vue d'*outsiders within* leur a permis d'affirmer « pour la première fois dans un manifeste devenu classique<sup>32</sup>, l'inséparabilité des oppressions et donc des luttes contre le racisme, le patriarcat, le capitalisme et l'hétérosexualité en 1979 »<sup>33</sup>. Pour concevoir les spécificités des différentes oppressions et leurs imbrications, il fallait bien sortir de la conception de « la » femme universelle, imposant un cadre homogène à toutes les femmes. Cette uniformité imposée invisibilisait les discours des femmes qui dénonçaient la multiplicité des oppressions vécues. Ce que feront les lesbiennes radicales.

---

<sup>29</sup> Id.

<sup>30</sup> Id.

<sup>31</sup> Elizabeth Harper et Lyne Kurtzman, *Intersectionnalité : regards théoriques et usages en recherche et en intervention féministes. Présentation du dossier*, dans *Nouvelles pratiques sociales*, Montréal, Volume 26, numéro 2, printemps 2014, p. 15–27 <https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2014-v26-n2-nps01770/1029259ar/#:~:text=Dans%20ce%20dossier%20nous%20voulons%20faire%20le%20point%20sur%20%E2%80%99intersectionnalit%C3%A9>,

<sup>32</sup> « Déclaration du Combahee River Collective », dans Jules Falquet, Emmanuelle Lada, Aude Rabaud (dir.), *(Ré)articulation des rapports sociaux de sexe, classe et "race". Repères historiques et contemporains*, Paris, Cahiers du CEDREF - Université Paris-Diderot, 2006, pp. 53-67

<sup>33</sup> Jules Falquet, *Rompre le tabou de l'hétérosexualité, en finir avec la différence des sexes : les apports du lesbianisme comme mouvement social et théorie politique*, dans *Genre, sexualité et société*, printemps 2009 <https://journals.openedition.org/gss/705>

## Quel(s) intérêt(s) de revenir aujourd'hui sur les théories lesbiennes, matérialistes et radicales de la seconde vague ?

Selon cette perspective, les lesbiennes politiques « incarnent la plus claire menace à la société hétérosexuelle en refusant d'être hétérosexuelles et les « femelles des hommes »<sup>34</sup>. Elles sont aussi au cœur du processus historique, avec d'autres féministes, de la mise en lumière des différentes oppressions spécifiques dont les femmes sont l'objet et de leurs imbrications. L'histoire, bien entendu, ne s'arrête pas là. Dans les années 2000, le mouvement queer va suggérer des moyens d'action pour déjouer l'hétéronormativité dans les limites des relations de pouvoir. Les queers considèrent alors que le pouvoir ne pouvant être aboli, il faut viser à plus d'inclusivité au sein de la matrice. Iels visent donc à « aménager de l'espace dans la matrice au-delà des restrictions hétéronormatives » pour plus d'inclusivité. Ce qui va altérer la contrainte à l'hétérosexualité d'un côté, et ouvrir à davantage de tolérance envers les personnes non hétérosexuelles de l'autre. Depuis, grâce aux pressions des mouvements queer, LGBTQIA+ et féministes, de nombreux Etats ont mis en place des politiques en faveur de l'inclusivité des personnes de la communauté LGBT\*, ont changé des lois discriminatoires et institué de nouveaux droits. « Si ces luttes sont loin d'être terminées, elles ont rendu plus inclusives les sociétés visées »<sup>35</sup>.

Le mouvement des lesbiennes radicales est, quant à lui, à replacer dans le contexte plus large de la seconde vague féministe, marquée par le matérialisme radical, c'est-à-dire une analyse féministe qui tient compte des oppressions de classes, anti-essentialiste et qui vise à changer la société et non à s'y intégrer. Les premières analyses relevant différentes oppressions vécues par les femmes, oppressions de sexe, de race, de classe socio-économique et d'hétérosexualité, ont été publiées à la fin des années 70 aux USA, comme nous l'avons vu. Revenir sur les analyses et les idées de ces mouvements est essentiel à l'heure où la mondialisation et l'ultra-libéralisme jettent à la rue de nombreuses personnes, et surtout les femmes\*, un peu partout dans le monde, les exposant à toutes formes d'exploitation. Le nationalisme et l'essentialisme (de « sexe » et de « race ») font leur retour en force. Nous assistons au déploiement d'une pensée politique autour du « retour aux traditions », basée sur les rôles de genre, l'homophobie et la transphobie, la peur de l'immigration et des pauvres. Plus spécifiquement du côté du sexisme, la montée des discours « masculinistes »<sup>36</sup> met à l'honneur le renouveau du culte du masculin viril, comme le démontre la popularité des influenceurs machistes sur les réseaux sociaux<sup>37</sup>, tandis que le mythe des hommes persécutés par les femmes tente d'envahir les esprits et les institutions, au travers par exemple d'associations des droits des pères qui « réclament justice » en développant des argumentations fallacieuses<sup>38</sup>. Le sexisme et le masculinisme s'expriment

---

<sup>34</sup> Stéphanie Mayer, *Des critiques féministes de l'hétérosexualité : contribution et limites des théorisations lesbiennes et queers*, dans *Recherches féministes*, Volume 33, numéro 2, 2020, p. 35

<https://www.erudit.org/fr/revues/rf/2020-v33-n2-rf05978/1076613ar.pdf>

<sup>35</sup> *Id.*

<sup>36</sup> Mouvement social conservateur ou réactionnaire qui prétend que les hommes souffrent d'une crise identitaire parce que les femmes en général, et les féministes en particulier, dominent la société et ses institutions. Francis Dupuis-Déri, *Le « masculinisme » : une histoire politique du mot (en anglais et en français)*, dans *Recherches féministes*, Vol. 22, n° 2, 2009, p. 97-123 <https://id.erudit.org/iderudit/039213ar>

<sup>37</sup> Pour en savoir plus, voir Pauline Ferrari, *Formés à la haine des femmes : comment les masculinistes infiltrèrent les réseaux sociaux*, JC Lattès, 2023.

<sup>38</sup> Pour en savoir plus, voir Edouard Leport, *Les papas en danger?*, Maison des Sciences de L'homme, 2022. Ou Pierre-Guillaume Prigent et Gwénola Sueur, *Stratégies discursives et juridiques des groupes de pères séparés : l'expérience française*, Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui, 2019.

à nouveau de plus en plus ouvertement, et séduisent beaucoup de jeunes, tout comme le repli sur soi des nations et l'exclusion des pauvres<sup>39</sup>.

Or, comme le souligne Jules Falquet, « s'il s'agit de contester la binarité des genres ou des sexes et surtout leur soi-disant naturalité (...), la focalisation sur l'identité personnelle et les pratiques quotidiennes risque de nous entraîner sur une voie de garage ». La nature politique de la remise en question de l'hétérosexualité doit être remise en avant, dans une lutte qui tienne compte des oppressions de classes, anti-essentialiste et radicale (au sens matérialiste, c'est-à-dire qui vise à changer la société et non à s'y intégrer) si nous voulons attaquer à la racine les problèmes « de fond » de nos sociétés actuelles. Les rapports sociaux de pouvoirs sont à penser dans leurs complexités et leurs imbrications, pour sortir du point de vue unique des rapports sociaux de sexe<sup>40</sup>. « Tant que l'on combat une seule dimension à la fois, l'imbrication des rapports sociaux permet leur réajustement sans que la logique de fond soit modifiée »<sup>41</sup>. L'histoire des combats et théories des lesbiennes radicales et le rôle important qu'elles ont joué dans la révolution portée par les féministes de l'époque est une base historique à la pensée des différentes oppressions et de leurs imbrications. Il est sage de bien la connaître, de protéger les archives de ces événements et théories et de s'appuyer sur ces dernières pour poursuivre les avancées de la lutte contre un système d'oppression et d'exploitation systématique patriarcal. Renouer avec le côté subversif des lesbiennes radicales et des féministes matérialistes peut s'avérer essentiel dans la lutte actuelle pour une société égalitaire, qui constitue l'exact opposé des propositions politiques en vogue aujourd'hui.

### Les obstacles actuels à l'histoire de demain

Si les apports du mouvement lesbien radical autonome de la fin des années 70 et des années 80 constituent un enjeu majeur dans la pensée et les théories féministes, qui recèlent des éléments importants pour répondre aux défis actuels de nos sociétés, la conservation des archives pour retracer cette histoire pose des questions urgentes à saisir. Pour que les archives soient accessibles au public, encore faut-il les avoir triées, cataloguées, résumées et en informer les chercheuses et chercheurs. En d'autres termes, il faut un lieu, des moyens financiers et humains, du temps et de la volonté. En Belgique, outre les archives publiques des villes, il existe trois centres spécialisés qui peuvent fournir de l'espace et de la visibilité aux archives lesbiennes : le fond Suzan Daniel, qui constitue le principal centre d'archive et de documentation LGBT\*, l'asbl flamande RoSa, qui possède des fonds d'archives féministes, et le Carhif, centre d'archives et de recherches spécialisé dans l'histoire des femmes et du genre. Si ces centres ont le mérite d'exister et de faire un excellent travail dans les limites de leurs possibilités, il faut reconnaître que leurs moyens ne sont pas extensibles à souhait. Aussi, certains fonds présents, parfois depuis de nombreuses années, n'ont pas encore fait l'objet d'un inventaire en bonne et due forme, ce qui en fait des archives « fantômes ».

Dans ces conditions, accepter de nouveaux fonds d'archives lesbiennes, quand c'est possible physiquement (les bâtiments ayant leurs limites), ne garantit pas forcément le travail important de tri et de visibilité nécessaire dans un délai raisonnable. Inventorier les fonds d'archives est un travail colossal : outre la lecture de l'ensemble des documents, le travail de recontextualisation pour entamer le tri, le choix des documents à garder, il y a également l'importance de la présentation au public : que dit-on du fond d'archives ? Comment présente-t-on l'inventaire ? Tout cela aura bien évidemment un

---

<sup>39</sup> Claire Legros, *L'inquiétant regain du masculinisme, cette pensée réactionnaire aux origines millénaires*, dans *Le Monde*, 12 avril 2024 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/04/12/l-inquietant-regain-du-masculinisme-cette-pensee-reactionnaire-aux-origines-millennaires\\_6227457\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/04/12/l-inquietant-regain-du-masculinisme-cette-pensee-reactionnaire-aux-origines-millennaires_6227457_3232.html)

<sup>40</sup> Jules Falquet, *Rompre le tabou de l'hétérosexualité, (...)* Op.cit.

<sup>41</sup> *Id.*

impact sur l'utilisation des documents conservés ou de leur destin à prendre les poussières dans un carton au milieu d'autres cartons. Quand on sait qu'un seul dossier peut faire un millier de pages, on peut imaginer l'ampleur du travail nécessaire avant sa mise à disposition du public. Sans priorisation d'un fond à un moment donné, il est possible que celui-ci reste inaccessible très longtemps. Or, les centres proposés ne sont pas dédiés uniquement aux archives lesbiennes, et leurs priorités peuvent être autres. Il en va de même pour les témoignages oraux : quels moyens avons-nous pour les collecter, les conserver et les mettre à disposition du public ? Il importe de penser ces questions et de s'emparer du travail de collecte des mémoires orales de manière urgente, tant que des représentantes des mouvements des années 70-80 peuvent encore témoigner.

Outre la question du lieu, la Belgique ne disposant pas de centre d'archives spécifiquement dédiées aux lesbiennes et au lesbianisme, la diversité des sources et l'anonymat qui caractérisent les archives du lesbianisme radical doivent être préservés. Ce qui signifie une masse d'archives de toutes sortes, sans en exclure les plus populaires, récoltées auprès de collectivités, et non d'une seule personnalité plus connue. La deuxième vague féministe (fin des années 60 jusqu'à la fin des années 80) se caractérise par la collectivité des écrits et par une certaine défiance vis-à-vis des « intellectuelles »<sup>42</sup>. « L'ironie, le sarcasme, l'humour, la dérision sont alors les armes prioritaires de cette contestation qui s'apparente au mouvement hippie et aux productions de l'*underground* œuvrant pour une contre-culture »<sup>43</sup>. Certaines tendances féministes dénoncent la promotion individuelle. « Faire une thèse féministe, cela était considéré par certaines comme la suprême compromission, c'était faire carrière sur le dos des femmes, récupérer leur lutte au profit des institutions masculines »<sup>44</sup>. L'heure était au collectivisme, où « les militantes, sans distinction entre "intellectuelles" et "praticiennes", doivent assumer tous les rôles pour participer à l'œuvre de création collective et anonyme »<sup>45</sup>. Les années 80 vont consacrer l'institutionnalisation du savoir scientifique en le séparant de la sphère militante, rendant définitivement l'académisme suspect de dilution de l'aspect subversif du féminisme<sup>46</sup>.

Encore aujourd'hui, le cadre universitaire (tout comme les médias) a tendance à attribuer les idées et mouvements aux personnes qui les ont théorisés et pas forcément à celles qui les ont initiés, ces dernières étant souvent nombreuses et anonymes. Le travail des ASBL et collectifs militants est bien souvent repris et institutionnalisé par les milieux académiques. Ainsi, le colloque « ArchiLesbiennes\* » de l'ULB n'a pas échappé à un certain entre-soi universitaire qui a exclu, par exemple, le travail sur les Mémoires lesbiennes du groupe Lesbiches du CVFE, ou encore n'a pas donné de place aux féministes encore présentes du premier réseau lesbien radical impliqué dans les problématiques de l'histoire et l'archivage, le Féminaire. Or, « les pensées d'un mouvement politique sont l'émanation d'un ensemble d'individu.e.s et de groupements. Sur le plan éthique il est important de mettre en garde contre l'appropriation individuelle ou institutionnelle de ces idées collectives. Il existe une sorte de fidélité par rapport aux "premiers écrits" qui nous ont fait découvrir certaines choses, qui vont leur attribuer une sorte de paternité. Mais ces écrits qui portent sur un concept ou une analyse ne sont pas nécessairement les plus anciens. X a déjà été influencée par YZ, que ce soient des groupes ou des

---

<sup>42</sup> Marie-Rose Lagrave, *Recherches féministes ou recherches sur les femmes ?*, dans *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°83, 1990, p 28. [https://www.persee.fr/doc/arss\\_0335-5322\\_1990\\_num\\_83\\_1\\_2934](https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1990_num_83_1_2934)

<sup>43</sup> Dominique Fougeyrollas-Schwebel, *Controverses et anathèmes au sein du féminisme français des années 1970*, dans *Cahiers du Genre* n°39, 2005/2, p. 13- 26, Mis en ligne sur Cairn.info le 01/02/2012 <https://doi.org/10.3917/cdge.039.0013>

<sup>44</sup> Marie-Rose Lagrave, *Recherches féministes (...)* Op. cit.

<sup>45</sup> Christine Bard, Jalons pour une histoire des études féministes en France (1970-2002), dans *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 22, 2003/1, p.14-30 <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2003-1-page-14.htm>

<sup>46</sup> Marie-Rose Lagrave, *Recherches féministes (...)* Op. cit., p. 39

personnes. Quand YZ ne sont pas citées, elles sont donc non reconnues, et se retrouvent spoliées de leur apport à l'édifice »<sup>47</sup>. D'autant plus que les lesbiennes radicales étaient « profondément collectivistes, la plupart dénoncent par choix politique, le côté vain des (auto)attributions d'idées ou de concepts »<sup>48</sup>. Résumer l'histoire des lesbiennes radicales aux théories de quelques personnalités apparaît ainsi, dans ce contexte, contraire aux principes du lesbianisme radical lui-même. Le tri des archives devra en tenir compte, ainsi que les chercheur.ses. Et puis, invisibiliser les masses et attribuer le savoir aux seules élites universitaires ou médiatiques, n'est-ce pas aussi une manière d'invisibiliser les rapports de classes pour les dissoudre dans un féminisme compatible avec une vision libérale ?

## En conclusion

Vu les enjeux actuels et historiques de l'histoire des lesbiennes radicales ou politiques, nous ne saurions terminer sans insister sur l'urgence d'interviewer les lesbiennes qui ont vécu la période à l'origine du questionnement sur l'hétérosocialité et l'hétéronormativité. En savoir davantage sur leurs vécus, leurs ressentis, les événements auxquels elles ont participé ou assistés, le contexte, les théories naissantes dans les collectivités, etc. serait un apport précieux pour les féministes d'aujourd'hui, et pour l'ensemble de la société. D'autant plus que les questions restent nombreuses, et les champs d'analyses vastes.

Plus spécifiquement concernant l'histoire des lesbiennes radicales, les questions qu'ouvre l'hétérosexualité obligatoire, et non naturelle, sur les rapports sociaux de sexe et de genre sont loin d'être résolues. Si les efforts de théorisation des lesbiennes radicales, puis des queer dans les années 2000, ont permis à toutes, hétérosexuelles comprises, de comprendre que « le personnel est politique », les moyens pour les hétérosexuelles de lutter contre les effets de l'hétéronormativité au profit du patriarcat restent à trouver. Stephanie Mayer nous rappelle que le fait de partager une vie intime avec un homme sur la base hétérosexuelle continue à favoriser les inégalités entre femmes et hommes : « On peut penser aux travaux qui documentent l'écart persistant entre les genres en matière d'orgasme (Frederick et autres 2017), les enjeux d'ordre affectif largement attribuables aux comportements genrés (Jónasdóttir et Ferguson 2014), les injustices dans les ententes économiques des couples (Belleau et Lobet 2017), la prise en charge inégalitaire des tâches domestiques et parentales (Hamelin 2017; Moyser et Burlock 2018) et les violences conjugales à l'encontre des femmes (Burczycka 2016) »<sup>49</sup>. Il revient donc aux féministes d'aujourd'hui de déterminer quelles formes d'action donner aux luttes pour soustraire les rapports intimes hétérosexuelles des moyens de domination patriarcaux, et comment les collectiviser afin qu'elles bénéficient à toutes.

Par ailleurs, toujours du côté des féministes hétérosexuelles, la question du soutien aux lesbiennes dans leurs revendications spécifiques reste encore à améliorer. Si aujourd'hui le conflit s'est apaisé et que beaucoup de choses ont changé, il faut reconnaître que le soutien n'est pas toujours des plus affirmé. Par exemple, lors des luttes des lesbiennes pour le droit à la PMA (Procréation médicalement assistée), les mouvements féministes se sont très peu exprimés en appui aux lesbiennes.

---

<sup>47</sup> Marian Lens, *Le lesbianisme radical : Genèse d'une nouvelle pensée et d'un mouvement politique pour la déconstruction des catégories sexuées et de l'hétérosocialité*, colloque de Sophia en 2013

<https://www.sophia.be/wp-content/uploads/2019/11/WP2013-MLens-LesbianismeRadical.pdf>

<sup>48</sup> Id.

<sup>49</sup> Stéphanie Mayer, *Des critiques féministes de l'hétérosexualité : contribution et limites des théorisations lesbiennes et queers*, dans *Recherches féministes*, Volume 33, n° 2, 2020, p. 31

<https://www.erudit.org/fr/revues/rf/2020-v33-n2-rf05978/1076613ar.pdf>

Du côté des différentes oppressions dont les femmes et les minorités sont victimes, la conscience de l'imbrication des rapports de pouvoir oblige à pousser plus loin les perspectives ouvertes par les lesbiennes radicales et matérialistes. « En particulier, nous devons poursuivre l'analyse de la manière dont l'hétérosexualité comme idéologie et comme institution sociale, construit et naturalise non seulement la différence des sexes, mais aussi la différence de « race » et de classe. Il s'agit d'un champ particulièrement vaste et passionnant, où la plupart des analyses restent à faire »<sup>50</sup>. Aujourd'hui, nous l'avons vu, les féministes sont face à de nombreux problèmes complexes : mondialisation, ultralibéralisme, montée des nationalismes et de la xénophobie, retour des discours machistes et racistes, exclusion et peur des pauvres... . L'heure n'est plus à discuter des attributs de telle ou telle classe, qu'elle soit de sexe, de genre, de « race » ou socio-économique, afin de travailler à l'intégration d'une seule de ces classes parfois au détriment des autres. De toute manière, si ces marqueurs changent, l'organisation de la société elle, ne change pas. La lutte doit être globale : restons vigilent.e.s à toutes les dimensions d'oppressions, pour « ne pas perdre du côté de la « race » et de la classe ce que l'on peut éventuellement gagner du côté des rapports de sexe »<sup>51</sup>. Et pour nous guider, nous disposons d'outils qu'il nous faut perfectionner : les théories de l'imbrication des rapports sociaux de sexe, de « race », de classe et l'analyse de la « pensée *straight* » [Monique Wittig] »<sup>52</sup>.

En d'autres termes, si nous voulons modifier *l'organisation de la division du travail, de l'accès aux ressources et aux connaissances*, nous pouvons commencer par nous ré-approprier des analyses des mouvements sociaux qui se sont proposé d'attaquer directement le cœur des rapports de pouvoir. Nous ne partons pas de rien dans notre lutte pour des rapports égalitaires. Or, pour l'histoire des apports fondamentaux des lesbiennes durant la seconde vague féministe, c'est maintenant qu'il faut agir, afin de conserver un maximum de traces et de pouvoir encore, pour certaines, recueillir leurs mémoires. Il ne tient qu'à nous, ASBL et collectifs, de prendre conscience de l'importance de laisser une trace, de fournir un socle historique aux luttes, un appui qui légitime nos combats et démontre la preuve de nos résistances à la société patriarcale. A l'ère du « tout au numérique », toutes nos traces peuvent disparaître du jour au lendemain. Imprimer, classer, trier, conserver nos propres archives est un premier pas capital pour la préservation de notre histoire. C'est pourquoi le CVFE entreprend actuellement un travail de mémoire interne, partant à la rencontre de ses fondatrices et de sa propre histoire. Chaque collectivité, ASBL, regroupement peut agir à son niveau, même si nous disposons de peu de moyens.

---

<sup>50</sup> Jules Falquet, *Rompre le tabou de l'hétérosexualité, en finir avec la différence des sexes : les apports du lesbianisme comme mouvement social et théorie politique*, dans *Genre, sexualité et société*, printemps 2009 <https://journals.openedition.org/gss/705>

<sup>51</sup> Id.

<sup>52</sup> Id.